

réunion avec U Thant, le représentant canadien a déclaré qu'il conviendrait peut-être d'évoquer la question devant les Nations Unies et a suggéré divers moyens de s'y prendre. La réponse du secrétaire général fut que cela ferait plus de tort que de bien.

Personne ne s'emploie avec plus de zèle à aboutir à un règlement au Biafra que notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp). Le 18 septembre, le ministre a profité de la visite à Ottawa de M. Diori, président du Niger, pour discuter avec lui de la situation au Nigéria et au Biafra. Lors de son séjour aux Nations Unies à New York, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a discuté de la guerre civile du Nigéria avec le secrétaire d'État américain. Il a parlé de la cessation des envois d'armes avec le ministère des Affaires étrangères de France et a eu des réunions avec les ministres des Affaires étrangères de l'Uganda, de la Côte d'Ivoire, de la Tunisie et du Ghana, suivies de conversations avec les ministres des Affaires étrangères du Gabon, du Dahomey, de la République de l'Afrique centrale, de l'Italie et de l'Union soviétique.

● (8.10 p.m.)

En dépit de toutes ces réunions, nous sommes mis au pilori à la Chambre par un ancien premier ministre du Canada qui a affaibli les espoirs du peuple canadien en disant que nous nous enfermons dans un étroit légalisme et que nous refusons d'aider ces gens. Selon lui, nous nous dérobon sous la couverture du protocole. Moi qui ai vu cette équipe à l'œuvre, je puis donner aux membres de la Chambre l'assurance que les membres du gouvernement ont un égal souci du sort fait à ces jeunes. Le protocole ne nous sert pas de paravent.

Hier, nous avons rencontré des Nigériens et des Biafrais à la mission canadienne à New York. Nous avons tenu une série de réunions, et quand l'histoire définitive de la guerre civile du Nigéria sera écrite, une des pages les plus glorieuses de l'ouvrage sera consacrée au Canada. Permettez-moi d'ajouter ceci, monsieur l'Orateur. Si les honorables représentants voulaient bien étudier la longue histoire de cette tragédie, ils constateraient qu'un certain nombre d'initiatives ont été prises par certaines nations, que je ne veux pas nommer dans cette enceinte, parce que la question recevrait trop de publicité. C'est pour cette raison que le Canada agit plus discrètement que ne le feraient peut-être d'autres nations, mais tout aussi efficacement.

**Une voix:** Il n'agit pas du tout.

**M. Perrault:** L'honorable représentant de l'opposition qui se croit tellement au courant,

alors qu'il ne connaît en réalité pas grand-chose des faits, me fait vraiment de la peine. Quiconque s'est penché sur ce problème sait qu'il n'est pas possible de devenir un expert en un clin d'œil.

Où est le mépris inhumain affiché à l'endroit du sort des réfugiés, alors que, le 26 septembre, a eu lieu une rencontre entre le commissaire nigérian aux Affaires étrangères, M. Arikpo, et notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures et d'autres représentants? Avons-nous manqué à notre devoir lorsque, le 26 septembre, nous avons rencontré le représentant de la Côte d'Ivoire et discuté avec M. Usher l'ensemble de la situation du pays en question et demandé sa coopération, afin de faire parvenir des secours à ce pays affamé? Avons-nous manifesté du mépris pour les jeunes Biafrais mourants de faim, lorsque nous avons eu, le même jour, avec le ministre ougandais des Affaires étrangères, M. Sam Odaka, un échange de vues sur les moyens de faire parvenir une aide aux Biafrais affamés?

Quelle était l'attitude des Biafrais lorsqu'ils se sont entretenus avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures le 27 septembre? Le but de cette réunion était d'exhorter les Biafrais à faire au moins l'essai des vols de jour. Si des enfants se meurent de faim, que ce soit au Biafra, au Canada, aux États-Unis ou en France, cela vaut la peine de prendre des risques pour les aider. Aucune forme d'aide pourrait être apportée à ce point-ci aux jeunes Biafrais affamés sans comporter de risque. Sous ce rapport, nous avons réclamé certaines assurances. Nous les avons suppliés. Telle est la situation. Ne soyons pas vagues à ce sujet.

Voici les noms des Biafrais présents lorsque le Canada a présenté son plaidoyer: M. Eni Njoki, président de l'Université de Biafra; M. Pius Okigbo, conseiller économique auprès du Biafra; M. Ifegwu Eke, commissaire de l'information au Biafra; M. Matthew Mbu, commissaire de l'éducation au Biafra et M. Nwonye Otue, représentant biafrais spécial à New York. Les députés connaissent M. Otue très bien. Vous vous êtes entretenus avec lui à maintes reprises.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est-il dérobé quand il a dit à ce groupe que les Canadiens s'inquiétaient parce que les provisions que recevait le Biafra ne suffisaient pas à enrayer la famine, qu'à moins d'expédier des secours le jour des milliers de jeunes Biafrais mourraient et que le Canada estimait que la seule façon de remédier à la situation était d'envoyer beaucoup plus d'avions? Nous avons offert des avions et de la nourriture et